

RETRAITES : AJUSTER LES COTISATIONS POUR GARANTIR LA PRESTATION

La Cour des comptes, le 20 février, a démenti de façon cinglante la tentative de Bayrou d'accuser un "déficit retraite » de 55 milliards. Elle n'a relevé que 6 milliards de « trou ». Ce qui est peu sur un budget total de 350 milliards.

Bayrou a du culot de donner des leçons de déficit et de dette au moment même où Ursula von der Leyen - cédant à Trump qui exige 5% de dépenses de guerre par pays européen - assouplit officiellement les critères budgétaires de Maastricht en UE afin de permettre aux États membres de s'endetter davantage pour l'effort militaire. **Ainsi l'argent magique existe, soudainement découvert, déficits et dettes deviennent moins pressants, pas pour le social, pas pour nos retraites, mais pour les industries de guerre.**

La bataille des retraites est donc repartie : sur France inter au matin du 25 février, la nouvelle ministre Astrid Panosyan-Bouvet relance la litanie des mensonges qui trainent depuis 7 ans ; le chômage serait à 7% (il est en fait à 11,4%), la dette est pressante (elle est faible concernant la caisse des retraites), il faut reparler de la pénibilité (c'est Macron qui a réduit les critères et leur prise en charge), il faut traiter de la situation des femmes qui touchent 38% de moins (ce sont eux qui ont menti sur la progression des petites retraites) les retraités sont les plus aisés (ce qui est faux sur 15,4 millions de retraités, la retraite médiane est autour de 1000 euros, et la retraite moyenne autour de 1600 euros). Même Léa Salamé demande « ce qu'il y a de neuf depuis 7 ans qu'ils font des matinales là-dessus », et ose affirmer que si l'assemblée vote, les 64 ans seront abrogés. La ministre esquive en renvoyant aux partenaires sociaux réunis en un « conclave » que tout le monde sait impuissant vu que le Medef y exerce son veto, et hop, c'est parti pour trois mois de gagné pour Bayrou à blablater dans le vent.

La chose est limpide : **patronat et financiers veulent rogner par la force le coût de notre travail et hausser celui du capital.** Ils veulent réduire la part du PIB, 14 % consacrée aux retraites à 11%, alors que la démographie (actuellement 15,4 millions de

retraités) impose de la faire évoluer vers 20%. Ils veulent plonger la majorité des retraité(e)s dans la misère.

Ils inventent de toutes pièces des difficultés de financement alors que chacun sait que ça dépend des salaires nets et bruts. Ajuster les cotisations pour garantir la prestation. **Après des décennies de blocage, un rattrapage massif des salaires nets et bruts, incluant cotisations salariales et patronales est la solution directe, facile, incontournable pour financer la retraite à taux plein à l'âge choisi par la majorité du salariat : 60 ans.**

Nous demandons le vote au parlement pour abroger les 64 ans et un financement pérenne basé sur les cotisations salariales et patronales.

Gérard FILOCHE